**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:**    Tchad

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:**  **2021**

|  |
| --- |
| **Titre du projet:**     **Renforcement de la participation et de la représentation de la jeunesse dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits au niveau communautaire.**       **Numéro Projet / MPTF Gateway:** **00113169** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agence récipiendaire:** **UNFPA  (Agence coordinatrice)****UNESCO** |
| **Date du premier transfert de fonds:**  26 novembre 2018    **Date de fin de projet:**  30 Novembre 2020     **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?**  Le projet a été prorogé dû à la pandémie du COVID-19 |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[x]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget**  UNFPA     $  788125 US          UNESCO     $  711875 US              $            $       Total: $  1500000.00 US      Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet:  100%    \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgetisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes:   1 199 994,41        Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes:   1 199 994,41         |
| **Marquer de genre du projet:** **Marquer de risque du projet:**  **:** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par:   Nalga Katir et Yambaye Telnodji de l'UNFPA et UNESCO        Rapport approuvé par:   Sennen Hounton et Eric Kemegne        Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport:   |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

La mise en œuvre du projet est positive car les conditions de travail mises à l'évidence caractérisées par l'établissement des stratégies d'accélération de la réalisation du projet a conduit à une bonne clôture des travaux assignés aux partenaires d'exécution malgré la pandémie de COVID-19. Les partenaires ont mis de leurs meilleurs pour la réussite du projet. Les sites d'intervention du projet au départ bouillant dans les rapports sociaux, la violence, le non-écoute de l'autre sont aujourd'hui calme car les populations ont opéré un changement de comportement positif marqué par la non-violence. Les adultes, les autorités administratives ont accepté les femmes, les jeunes dans les réunions des instances de prise des décisions. Pour l'UNFPA, nous pourrions citer Le CELIAF et Le CEFOD. Au niveau de l'UNESCO, ATEPIR, ACHDR, et CERDO comme partenaires d’exécution. Fort de cette réussite, les autorités traditionnelles rencontrées lors de la mission d’évaluation finale du projet sollicitent sa reconduction pour une meilleure consolidation des acquis.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

Toutes les activités ont été exécutées y compris l'évaluation finale dont l'on entend le dépos du rapport final par le consultant international et national recrutés à cet effet.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Changement structurel : Les autorités administratives, politiques, traditionnelles sont engagés dans cette lancée pour laquelle le projet a fait une fondation solide pour la paix. Ils y tiendront pour la cohabitation sociale pacifique entre les jeunes, les adultes et entre ethnies. Des réunions de sensibilisation dirigées par des chefs de ferrick, de village sont inclusives.

Les jeunes qui se bagarraient chaque jour dans leurs milieux de vie ont cesser de se faire violence. Ils ont opté pour le jardinage, la culture maraichère, la fabrication des briques et plusieurs activités leur permettant d’avoir un revenu.

Au niveau institutionnel, bien des choses marchent dans de bonnes conditions. L’usage des instruments traditionnels et textes réglementaires se caractérisent par une volonté pacifique. En ce moment, certaines autorités administratives se demandent par rapport à la disparition de la violence dans les sites du projet.

Au niveau sociétal, les fora, regroupant plus de 200 participants, ont été une occasion donnée aux acteurs (adultes) et victimes (jeunes hommes et femmes) de se parler et de s’écouter sur les maux qui entravent la bonne entente générationnelle. Aussi, des résolutions et recommandations pertinentes ont- elles été formulées pour une bonne cohabitation pacifique entre les générations.

La cohésion sociale s’installe progressivement au sein des populations de la zone du projet. Des jeunes, souvent violents, optent pour les règlements pacifiques, c’est cela un changement important que le projet a apporté à la jeunesse à travers des formations sur les thématiques de la paix et de la cohabitation pacifique.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

En réponse à ce que les bénéficiaires ont compris pendant les formations et les séances de sensibilisation, les jeunes hommes et femmes demeurent aptes à aider les populations dans la résolution pacifique des conflits. Des comités des conseils et gestion pacifique des conflits sont mis en place dans de village pour surveiller les conflits. Ils sont appelés des comités des ambassadeurs de la paix, des brigades de la paix etc. Ces comités sillonnent les mosquées sous la direction des Imams, les églises sous l'autorité des pasteurs et de la mission catholique. Ils ont présents dans toutes les missions de la paix dans leur village.

L’engouement de la population bénéficiaire, pour le vivre ensemble, la cohabitation pacifique, l’entente mutuelle, le dialogue pour la recherche des solutions à chaque problème identifié et la volonté affichée par l’ensemble des communautés à s’impliquer dans toutes les étapes de prévention et de gestion des conflits ont été un objectif majeur que le projet a atteint au travers des activités mises en œuvre.

Au cours d’un forum, une jeune fille de 17 ans s’élève et déclare «la formation sur la thématique de la paix m’a construite. Je comprends maintenant ce que je dois faire et comment le faire pour concilier plusieurs familles et communautés en conflits. Je serai une ambassadrice de la paix assidue pour aider les parents, les populations et les communautés à vivre dans la paix. La paix est la source du développement durable si bien que nous sommes appelés à nous entendre. Chers parents, nous sommes utiles et notre présence dans les instances de prise de décision est une nécessité. A vos côtés, nous apprendrons et ensemble nous construirons notre département, notre province et notre pays. […] Ce forum constitue un nouveau départ pour tous d’adopter le vivre ensemble ».

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:**  Les mécanismes locaux, les deux communes de Goré et de Moïssala, les (10) chefferies traditionnelles des villages ont acquis des compétences et des performances nécessaires pour travailler en partenariat avec les jeunes sur la prévention et gestion des conflits pour la consolidation de la paix (750 000 $ USD dont 225000 $ USD, soit 30% du budget à consacrer à l'égalité de sexes).

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

La réalisation du projet présente un aspect positif qui est celui dû à l'acceptation des jeunes hommes et femmes à intégrer les instances de prise des décisions qui, était autrefois détenu par les autorités administratives, traditionnelles ayant l'âge de plus 50 ans. Aujourd'hui, cette tranche d'âge de 15-35 ans est intégrée et sa voix porte et compte dans les prises des décisions. Les femmes et les jeunes femmes jouent un rôle très important dans la prévention et gestion des conflits. Un chef traditionnel de Dilingala nous a avoué que les populations ont compris les connaissances qui ont été transmises sur les thématiques de la paix il dit : "depuis la mise en œuvre du projet, le village n'a jamais enregistré un cas de décès d'une femme. Alors qu'entre temps, les hommes battaient leurs femmes à mort et parfois, ils les tuaient."

De façon spécifique, les activités de renforcement des capacités des groupes cibles, notamment les victimes et acteurs d’exclusion des instances de prise de décisions sur la gestion des conflits au niveau communautaires ont touché 4433 jeunes dont 1692 jeunes femmes de 15-35 ans de différentes ethnies et religions, et 2741 jeunes hommes de 15-35 ans. 488 enseignants, 35 animateurs des radios communautaires, 80 autorités administratives, communales, chefs des unités mobiles de la gendarmerie et Chefs de Ferrick. Mille trois cent vingt-trois (1323) jeunes leaders des associations dont 740 dans la Département de la Nya-Pendé et 583 au Barh Sara. Des campagnes de sensibilisation sur les résolutions 2250 ; 1325 et 2419 ont permis de toucher également 21258 personnes au lieu de 19500 initialement prévues, soit une augmentation de 9%.

Un didacticiel d’autoformation appuyé par des boîtes à images permettra de vulgariser et poursuivre les formations sur les thématiques de prévention et gestion pacifique des conflits pour une paix durable.

Le Plan d’Actions Opérationnel Local (PAOL), cadre stratégique pour la pérennisation du projet a été élaboré et validé par les acteurs et victimes de l’exclusion.

Les études sur la marginalisation de la jeunesse ont été réalisées et les recommandations pertinentes ont fait l’objet d’une réflexion en termes d’activité intégrées dans le Plan d’actions.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Toutes les activités planifiées dans le résultat 1 sont réalisées à 100%. Plusieurs personnes ont été formées et sensibilisées dans les deux départements à savoir la Nya-Pendé et le Barh Sara. Le dernier forum communautaire a eu également lieu à Moundou et a mobilisé plusieurs participants venants de N'Djamena et des zones d'intervention du projet

**Résultat 2:** Les jeunes hommes et femmes jouent un rôle actif et significatif dans la prise de décision communautaire et politique pour la promotion de la paix au sein de leurs communautés (477500 $ USD dont 191000 $US, soit 40% du budget pour l’égalité de sexes).

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Toutes les activités planifiées dans le résultat 2 sont réalisées à 100%. Plusieurs personnes ont été formées et sensibilisées dans les deux départements à savoir la Nya-Pendé et le Barh Sara. Les travaux de quatrième trimestre ont permis de finaliser les interventions du projet dans les deux Départements. Au total 340 personnes ont été formées dont 80 responsables des Associations mixtes, 40 jeunes hommes et femmes issus de différents partis politiques, 120 femmes leaders des Associations féminines et 100 leaders religieux et traditionnels ont été formés sur les thématiques de la prévention et gestion des conflits. Tous ces bénéficiaires formés assurent une restitution active au sein de leur milieu respectif. Des brigades de paix pour la prévention et de gestion des conflits sont mis en place par les responsables au niveau local et cela dans chaque village des zones d'intervention.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

L'axe stratégique dans la mise en œuvre du projet depuis la conception, la planification des activités et la réalisation du projet a mis à l'évidence le respect du genre. La stratégie de plaidoyer mise en œuvre auprès des responsables administratifs, traditionnels et religieux a donné des résultats positifs à savoir ; l'acceptation des femmes dans toutes les réunions. Un vrai chemin de dialogue entre les jeunes hommes et femmes, les autorités administratives, traditionnelles et cantonales est ouvert. Un nombre important des jeunes femmes et hommes est représenté et participe aux réunions des instances de prise des décisions.

**Résultat 3:** Les comités locaux intègrent les perspectives, les doléances et les aspirations des jeunes hommes et femmes et ont des mécanismes en place pour consulter les jeunes de façon régulière (272 500 $ USD dont 81750 $ USD, soit 30% du budget pour l’égalité de sexes).

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

L'organisation du suivi au niveau local sous la responsabilité des préfets de deux Départements a permis la tenue des rencontres pour la surveillance et gestion des conflits. La vigilance est de rigueur au niveau des plates-formes et comités de suivi mis en place. La prise en main de la prévention et de gestion des conflits par les autorités administratives, traditionnelles, religieuses et des jeunes hommes et femmes attenue au jour le jour l'émergence des conflits dans les zones d'intervention du projet. La Charte de Confiance inter et intra générationnelle est élaborée et validée au niveau national. Ce mois d'Août, ladite Charte sera signée par les responsables du niveau local et le Ministère de l'Economie et de la Planification du développement et de la Coopération Internationale. L'évaluation finale du projet est finalisée, le rapport déposé. Il reste à valider ce rapport avec l'équipe technique de mise en œuvre du projet qui est composée du Secrétariat PBF, l'UNFPA, l'UNESCO et les Points Focaux des Ministères désignés pour la réalisation du projet.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

La mise en place des centres Multifonctionnels pour la jeunesse a fait prendre conscience aux responsables administratives et locales. Le maire de la ville de Goré a donné aux jeunes un hectare, comme lieu permettant de construire leur siège. En ce moment, les jeunes sont en pleine construction de leur siège. La jeunesse a été appuyée fortement par le Préfet du Département par la remise des matériaux de construction de son siège. Des fers, des fils d'attache, des sacs de ciment, des voyages de sable, des planches etc; ont été l'objet d'appui du Préfet du Département de Nya-Pendé. Les jeunes se sont entendus pour amener des briques cuites. Des maçons et manœuvres ont été issus également de la jeunesse. En ce moment, le siège du centre Multifonctionnel de Goré est en pleine construction. Cette dynamique est à apprécier. Il faudra notifier également l'effort que les membres de la mission d'identification des besoins de la jeunesse à Goré pour préparer la stratégie de sortie était d'une grande importance. Lors de la mission l'équipe a planifié la visite chez toutes les agences des Nations Unies sœurs pour leur expliquer la fin du projet et solliciter en conséquence leurs conseils ou leurs apports afin de soutenir les acquis dudit projet. Cette démarche a eu un écho au niveau de l'agence OIM de Goré qui soutient les jeunes dans la réfection des routes et autres infrastructures qui aident à renforcer leur résilience.

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères) 1. Suivi de la rédaction de la Charte de Confiance inter et intragénérationnelle2. Suivi de l'organisation de l'atelier de validation de la Charte de Confiance Inter et Intragénérationnelle.3. Suivi d'intégration des amendements de la Charte de Confiance Inter et Intragénérationnelle.4. Suivi de la réalisation des activités du 4ème trimestre par le partenaire d'exécution.5. Suivi de recrutement des consultants (international et national) pour l'évaluation du projet.6. Suivi des activités d'évaluation du projet.     | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence?  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires?  : Aucune enquête de perception n’a été programmée par manque de fonds. Néanmoins, une enquête sur la marginalisation de la jeunesse a été réalisée. |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? : La période du rapport d’évaluation a été marquée par un travail de concertation entre les évaluateurs et l’équipe de mise en œuvre du projet afin de s’accorder sur la compréhension des indicateurs, du processus de mise en œuvre du projet ainsi que de ce qui est attendu de la mission d’évaluation. La période a été également marquée par la descente sur le terrain de l’équipe d’évaluation pour travailler avec les bénéficiaires et autres acteurs locaux, sans oublier la concertation avec les partenaires de mise en œuvre, notamment les ONG : ATPIR, CERDO, ACHDR, CEFOD et CELIAF. | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire):     $ 50 000 USD      Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: Un consultant international et un autre national ont été recruté pour réaliser l’évaluation externe du projet. Le rapport de démarrage et le Draft de rapport final de l’évaluation ont été déposé auprès de l’UNFPA (agence lead pour la mise en œuvre du projet). Le rapport de démarrage a été validé par l’équipe technique. Pour la validation du rapport de l’évaluation finale du projet, l’UNFPA se mobilise pour organiser cette activité combien importante pour finaliser la mise en œuvre opérationnelle. |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):                                  |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) |  Leçons apprises : Ce qui a failli affecter négativement les résultats attendus, au niveau interne, est la lourdeur administrative ainsi que les procédures trop contraignantes pour l’exécution des projets de courtes durées, comme ce fut le cas. Au niveau externe, c’est l’apparition brusque de la Covid-19 contre laquelle les mesures de lutte ont interdit toutes les activités nécessitant un regroupement de plus de 50 personnes.Il ressort des concertations avec les autorités locales, les chefs traditionnels, les leaders religieux, les leaders des jeunes hommes et femmes, les Organisations de la société civile que les responsabilités de la marginalisation de la jeunesse dans les instances de prise de décision sont partagées et méritent d’être reconnues afin de rechercher ensemble la solution pour assurer un lendemain meilleur à la jeunesse qui n’aspire qu’à vivre en paix. Pour cela, le projet a été le bienvenu dans les deux départements et a requis l’adhésion totale pour renforcer les capacités de tous les acteurs et victimes de l’exclusion, en mettant en œuvre des activités de soutien aux structures et organes de prévention et de gestion des conflits avec un fort accent mis sur la participation et la représentation de la jeunesse dans ces cadres de concertation. Car, la participation inclusive de tous, jeunes, adultes et vieux au processus de gestion de conflits demeure un objectif fondamental de la cohabitation pacifique entre générations. Elle favorisera la paix, impulsera les investissements dont découleront les emplois à occuper par les jeunes afin de lutter contre la pauvreté et amorcer le développement économique des localités ciblées, et partant, celui du Tchad. Aussi, les participants à la concertation ont-ils suggéré qu’il serait nécessaire de prévoir des solutions à moyen et long termes, notamment la création des infrastructures d’encadrement de la jeunesse comme lieu de brassage. Les différentes couches, bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre du projet (Mairies, Société civile,) rencontrées lors de différentes missions se sont rendus disponibles et engagés à faciliter l’exécution dudit projet comme contribution au processus de consolidation de la paix lancé par le Secrétaire Général des Nations Unies et soutenu par les autorités nationales, à travers les actions de la jeunesse, notamment sa participation et sa représentation aux instances de prise de décisions.  |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$  6 857 USD         : Tout a été préparé au 2ème trimestre de l’année 2020. Pour les activités du 3èmme et 4ème trimestre le montant dépensé pour le COVID-19 est celui inscrit dans le rapport annuel.

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[ ]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Au cours de toutes la réalisation des activités du projet dans les deux Départements, les mesures barrières s'en poursuivies auprès des bénéficiaires pour éviter la dissémination du COVID-19 au sein des communautés. Pendant la durée des travaux aucun incident de COVID-19 n'a été signalé par les bénéficiaires.

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1****Les mécanismes locaux, les deux communes de Goré et de Moïssala, les (10) chefferies traditionnelles des villages ont acquis des compétences et des performances nécessaires pour travailler en partenariat avec les jeunes sur la prévention et gestion des conflits pour la consolidation de la paix (750 000 $ USD dont 225000 $ USD, soit 30% du budget à consacrer à l’égalité de sexes).** | Indicateur 1.1 Nombre de mécanismes locaux dont les capacités sont renforcées. | **0** | **12**  | **12**  | **12**  | **les 12 mécanismes locaux sont renforcés et fonctionnent activement. Des conseils et orientations sont à chaque fois donnés aux membres dans les actions entreprises pour la paix.** |
| Indicateur 1.2 Nombre de jeunes leaders qui participent aux instances de prise de décision sur la prévention et gestion des conflits | **0** | **1300** | **600** | **1323** | Les jeunes leaders participent dans les réunions des instances de prise de décision sur la prévention et gestion des conflits. La participation de ces jeunes hommes et femmes de 15-35 ans est effective. Tous les villages des zones de projet ont mis en place une brigade de paix composée des imams, pasteurs, autorités administratives, traditionnelles y compris la mission catholique pour la surveillance des conflits.    |
| Indicateur 1.3 Nombre d’acteurs de l’exclusion ayant acquis les compétences de prévention et gestion consensuelle des conflits | **0** | **200** | **200** | **200** |  |
| Produit 1.1 Les mécanismes locaux existants de décisions de manière à impliquer/faire participer les jeunes de prévention et de gestion de conflits sont renforcés par des textes de base (le cas échéant) et des organes hommes et femmes aux instances de prise de décision sur la prévention et la gestion de conflits. | Indicateur 1.1.1Nombre de mécanismes locaux existants et renforcés | **0** | **12** | **12** | **12** |  L'ensemble de 12 mécanismes fonctionnent.     |
| Indicateur 1.1.2 Nombre et type des textes analysés et amendés | **0** | **3** | **3** | **3** | Les textes ont été analysés et amendés afin de faire une enquête sur les textes de base de règlement des conflits au niveau communautaire et moderne. Ceci a permis également l'élaboration de la Charte de Confiance Inter et Intra générationnelle.  |
| Produit 1.21300 jeunes dont 700 jeunes femmes leaders participent aux travaux des instances de prise de décision relative à la prévention, à la gestion de conflit.  | Indicateur 1.2.1 Nombre de jeunes hommes et femmes participant aux travaux des instances de prise de décision | **0** | **1300** | **600** | **1323** | Au lieu de 1300 jeunes, 1323 jeunes qui sont formés dont 712 jeunes femmes et 611 jeunes hommes sont formés. Ils sont présents dans les brigades de paix et dans les réunions de prise des décisions.  |
| Indicateur 1.2.2 Engagement écrit et signé par les acteurs d’exclusion. | **0** | **1** | **1** | **1** |  Un engagement est signé pour permettre la représentation et la participation des jeunes hommes et femmes dans les instances de prise des décisions.     |
| Produit 1.3 Un cadre d’échange sur les règles coutumières et traditionnelles positives en faveur de la participation et la représentation des jeunes hommes et femmes dans les instances de prise de décisions en matière de la prévention et de gestion des conflits intercommunautaires, est créé. | Indicateur 1.3.1 Nombre de réunion d’échange sur les règles coutumières et traditionnelle propices aux jeunes hommes et femmes | **0** | **10** | **13** | **26** | Le nombre des réunions d'échange ont augmenté car les bénéficiaires, tellement engagé dans le processus de la consolidation de la paix continuent à tenir des réunions.  |
| Indicateur 1.3.2 Types de règles coutumières et traditionnelles | **1** | **2** | **2** | **2** | Pendant la tenue des réunions, l'assistance fait souvent recours à ces règles coutumières et traditionnelles.  |
| Produit 1.4 Deux plateformes locales existantes de dialogue**,** de médiation et de résolution des conflits comprenant les autorités, les leaders traditionnels, les jeunes leaders et les communautés sont revitalisés et redynamisés dans chacune des localités cibles du projet afin d’atténuer la méfiance entre les différents acteurs. | Indicateur 1.4.1 Nombre de plateformes de dialogue, de médiation et de résolution des conflits | **0** | **2** | **2** | **2** | Les deux plates-formes fonctionnent. Elles sont composées des jeunes, des adultes, des autorités locales et des chefs des ferricks. |
| Indicateur 1.4.2 Nombre de participants aux ateliers de dialogue intergénérationnel sur la médiation et les règlements pacifiques des conflits | **0** | **1300** |  **3 490** | **3893** | 3893 personnes ont été formées sur les thématiques de prévention et de gestion des conflits dans les ateliers de dialogue intergénérationnel, la médiation et le règlement pacifique des conflits.  |
| **Résultat 2**Les jeunes hommes et femmes jouent un rôle actif et significatif dans la prise de décision communautaire et politique pour la promotion de la paix au sein de leurs communautés (477500 $ USD dont 191000 $US, soit 40% du budget pour l’égalité de sexes).     | Indicateur 2.1 Nombre de jeunes hommes et femmes formés/sensibilisés | **nd** | **19500** | **21525** | **133700** |  Un total de 133700 personnes sensibilisées (Jeunes femmes : 38774, Jeunes hommes : 39905, femmes de 36 ans et plus : 29265, hommes de 36 ans et plus : 25756)     |
| Indicateur 2.2Nombre d’émissions radiophoniques sur la consolidation de la paix par la participation de la jeunesse au processus de gestion de conflit | **0** | **5** | **5** | **14** |  Les émissions radiophoniques ont continué jusqu'au 4ème trimestre. Maintenant, les actions sont menées mais pas comme à la période du projet.     |
| Indicateur 2.3 Niveau d’audience des émissions radiophoniques sur la consolidation de la paix. | **0** | **70%** |  |  |  Il faudra initier une enquête de l'audience pour savoir le niveau d'audience des émissions      |
| Produit 2.1  Les supports et outils (modules, didacticiel d’autoformation et émissions radiophoniques axés sur la consolidation de la paix, la citoyenneté, la connaissance de la résolution 2250 et 2419) de formation/sensibilisation des enseignants, chefs religieux et traditionnels, des élus locaux et conseillers municipaux et des jeunes leaders sont conçus et élaborés.      | Indicateur 2.1.1 Nombre de modules de formation/ didacticiel d’autoformation élaborés  | **0** | **2** | **2** | **2** |   Le module de formation a été élaboré et utilisé pour les formations des bénéficiaires. Le didacticiel est en cours de finition. il reste seulement l'intégration des scénarios.    |
| Indicateur 2.1.2Nombre d’acteurs d’exclusion formés/sensibilisés  | **0** | **200** | **200** | **800** |  Un effort considérable a été effectué lors de la mise en œuvre du projet. Au lieu de 200, 800 acteurs d'exclusion de la jeunesse ont été sensibilisés.     |
| Produit 2.21300 jeunes hommes et femmes leaders, 400 enseignant(e)s, 50 chefs religieux et traditionnels, 50 élu(e)s locaux, 50 animateurs/trices des radios communautaires sensibilisés et formés ont acquis les compétences et des aptitudes pour prévenir et gérer les conflits, au sein et en dehors de leur commun | Indicateur 2.2.1 Nombre de jeunes dont 30% de jeunes femmes formés/sensibilisé | **0** | **1300** | **1300** | **38774** |  Un total de 38774 jeunes femmes sensibilisées.  |
| Indicateur 2.2.2 Nombre de chefs religieux et traditionnels  | **à revoir** | **100** | **128** | **228** |   Un total de 228 chefs religieux et traditionnels formés.     |
| Produit 2.3 Les autorités administratives et politiques locales, les chefs traditionnels et religieux, les leaders d’opinion, 19500 jeunes hommes et femmes âgés de 15 à 35 ans, 400 enseignant(e)s, 50 élu (e)s locaux et la communauté sont sensibilisés sur les thématiques de prévention et de gestion des conflits  | Indicateur 2.3.1Nombre d’autorités administratives, politiques, chefs traditionnels et religieux | **0** | **100** | **107** | **174** |   Au 4ème trimestre, 67 chefs de ferricks, villages et traditionnels ont été formés. Donc au Total 174 personnes ont été formées.     |
| Indicateur 2.3.2 Nombre de jeunes âgés de 15 à 35 ans sensibilisés | **0** | **19500** | **19500** | **78679** |  Dans l'ensemble, 78679 jeunes hommes et femmes ont été sensibilisés dans les deux Départements sur les thématiques de prévention et gestion ds conflits.     |
| Produit 2.4 | Indicateur 2.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 3**  Les comités locaux intègrent les perspectives, les doléances et les aspirations des jeunes hommes et femmes et ont des mécanismes en place pour consulter les jeunes de façon régulière (272 500 $ USD dont 81750 $ USD, soit 30% du budget pour l’égalité de sexes).     | Indicateur 3.1 Nombre de comités locaux existants  | **0** | **10** | **10** | **10** |   Les dix comités sont fonctionnels     |
| Indicateur 3.2 Nombre de Mécanisme de consultation | **0** | **2** | **2** | **2** |  Dans chaque Département, existe et fonctionne un mécanisme de consultation dirigé par les Maires de deux villes (Moïssala et Goré)      |
| Indicateur 3.3Nombre de consultations participatives par mois | **0** | **2** | **4** | **12** |  Les consultations se mènent dans chaque localité     |
| Produit 3.1 Les leaders locaux (autorités administratives et politiques locales, chefs traditionnels et religieux, leaders d’opinion) sont convaincus de l’importance de la participation des jeunes, hommes et femmes, aux instances de prise de décision, et s’engagent formellement à collaborer avec eux. | Indicateur 3.1.1 Nombre/types de facteurs et causes d’exclusion de la jeunesse des instances de prise de décision. | **0** | **2** | **2** | **2** |   Deux rapports d'études sont disponibles.     |
| Indicateur 3.1.2 Proportion de jeunes dont x% de femmes marginalisés | **0** | **60%** |  | **49%** | Selon le rapport d’étude sur la marginalisation de la jeunesse (41% pour les jeunes hommes et 49% pour les jeunes femmes de la tranche d’âge 15-35 ans) |
| Produit 3.2Les échanges inclusifs inter et intra générationnels sur les bonnes pratiques de prévention et de gestion de conflits, impliquant les autorités politico-administratives, locales, religieuses, traditionnelles, les organisations de la société civile et les jeunes sont organisés dans les comités locaux. | Indicateur 3.2.1 Nombre de réunions d’échange sur les bonnes pratiques | **0** | **10** | **10** | **20** |  Les réunions d'échange sur les bonnes pratiques se tiennent      |
| Indicateur 3.2.2 Nombre d’acteurs touchés dans les comités locaux | **0** | **550** | **550** | **550** |  Plusieurs acteurs ont été touchés par les actions de sensibilisation et de formation    |
| Produit 3.31300 jeunes (700 jeunes femmes) leaders participent activement, de façon équitable aux comités locaux de prise de décisions sur la prévention, la gestion des conflits et la lutte contre l’extrémisme violent. | Indicateur 3.3.1 Nombre de jeunes leaders participant aux comités locaux. | **0** | **1300** | **600** | **1323** |  Les jeunes sont acceptés pour participer dans les réunions des instances de prise des décisions au niveau communautaire après plusieurs mois de travail ardu auprès des chefs traditionnels, ferrick, Sous-Préfets, Préfets, Chefs religieux etc.     |
| Indicateur 3.3.2 Nombre de jeunes leaders dont x% de jeunes femmes formés | **0** | **1300** | **300 (23,07%)** | **723 (54,68%)** |    Les jeunes femmes sont intégrées dans les instances de prise de décision et font un travail pertinent au sein de leur communautés.    |
| Produit 3.4 Les organisations de la société civile sont dotées de plan d’action local sur la participation de la jeunesse aux instances de prise de décision relative à la prévention et gestion de conflits et à la lutte contre l’extrémisme violent. | Indicateur 3.4.1 Plan d’action local par département. | **0** | **1** | **1** | **1** |  Un plan d'action local par département est disponible     |
| Indicateur 3.4.2Nombre de campagnes de dissémination du plan local par département | **0** | **4** | **4** | **8** |  4 campagnes de dissémination sont faites au 4ème trimestre.     |
| **Résultat 4** | Indicateur 4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.1 | Indicateur 4.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.2 | Indicateur 4.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.3 | Indicateur 4.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.4 | Indicateur 4.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.4.2 |  |  |  |  |  |